



Comité économique et social européen



Section spécialisée
**EMPLOI,
AFFAIRES SOCIALES
& CITOYENNETÉ**

**RAPPORT
SUR LA STRATÉGIE
2010-2013
DE LA SECTION SOC**

SOC

Rue Belliard 99
1040 Bruxelles
BELGIQUE

Responsable d'édition: unité "Visites et Publications"
EESC-2013-37-EN/FR

www.eesc.europa.eu

© Union européenne, 2013
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.

FR



QE-31-13-860-2A-C
ISBN 978-92-830-2112-4



9 789283 021124

doi:10.2864/46482

**RAPPORT
SUR LA STRATÉGIE 2010-2013
DE LA SECTION SOC**

INTRODUCTION

Les effets de la crise économique pèsent toujours lourdement sur l'Europe. Des années de progrès économique et social ont été annulées, et il n'y a pas de relance générale en vue. Les États membres peinent à trouver un équilibre entre les impératifs d'assainissement budgétaire et de stimulation de la croissance. La réalité, c'est que le chômage ne cesse de croître, et que ce phénomène fragilise encore davantage les systèmes de sécurité sociale et de soins de santé, avec pour conséquence, à terme, de mettre la société elle-même sous pression.

Dans ce contexte difficile, le CESE doit réfléchir davantage au rôle qui lui incombe. Par définition, les preuves de l'impact concret exercé par un organe consultatif comme le Comité seront souvent peu abondantes. La première chose qu'il convient de garantir, c'est que ses méthodes de travail lui permettent de fournir une contribution opportune et de haute qualité à l'élaboration des politiques européennes. La section SOC est parvenue à s'adapter assez soupagement au raccourcissement des délais fixés par les institutions après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne. Elle a même servi de modèle pour les améliorations d'ordre plus général opérées dans les méthodes internes du Comité. En conséquence, tout semble indiquer que grâce à son travail, non seulement le Comité contribue à la bonne réception des points de vue et idées émanant de la société civile européenne par les décideurs européens, mais a en outre renforcé son impact, notamment auprès du Parlement européen.

Au début du mandat 2010-2013, la section SOC a déterminé ses priorités. Celles-ci s'appuyaient sur un certain nombre de repères internes et externes, tels que le programme du Président et le programme de travail de la Commission européenne. La stratégie Europe 2020 a pris une place particulièrement importante dans les travaux menés par la section, qui a élaboré des avis sur trois des sept initiatives phares prévues par ladite stratégie et sur bon nombre des

diverses initiatives politiques dérivées. Au total, le Comité a adopté, au cours de ce mandat, 87 avis préparés par la section SOC. L'Observatoire du marché du travail et le groupe d'étude permanent sur l'intégration et l'immigration (IMI) ont continué d'apporter une valeur ajoutée aux travaux de la section, et des organes de coordination spécifiques ont été mis sur pied au sein de cette dernière pour chacune des Années européennes couvertes par le mandat. Certains des résultats engrangés sont présentés dans cette brochure. Un accent particulier y est mis sur les travaux consultatifs (y compris les avis exploratoires et les avis d'initiative) et sur les manifestations organisées par le Comité.

Leila Kurki

Présidente de la section SOC

LA STRATÉGIE 2010-2013 DE LA SECTION SOC

1. Une vie professionnelle productive et de qualité

L'Europe affiche un taux de chômage élevé et croissant. Tout au long de ce mandat, la section SOC a porté toute son attention sur les moyens de rendre la vie professionnelle et les marchés de l'emploi en Europe plus favorables à la productivité, à la croissance et à l'emploi durable, pour le bien de tous.

En mars 2011, le Comité a adopté un avis consacré aux lieux de travail innovants (SC/034), dans lequel il examinait comment améliorer des paramètres comme les processus de travail, l'organisation et la gestion du travail, les méthodes de travail, l'environnement matériel et les instruments, les compétences et les pratiques professionnelles de manière à accroître la motivation et la productivité des travailleurs. Cet avis a servi de base à une conférence organisée conjointement avec Eurofound en novembre 2012 à Bruxelles et intitulée "Stimuler l'Europe – grâce à des méthodes de travail innovantes!". En octobre 2010, le Comité a

Avec son avis sur les lieux de travail innovants, le Comité a ouvert un nouveau champ de réflexion, en examinant d'une part les interactions entre des paramètres comme l'organisation et les méthodes de travail, l'environnement matériel et les compétences professionnelles, et d'autre part, les moyens d'améliorer ceux-ci pour accroître la motivation et la productivité des travailleurs. Cet avis a suscité un grand intérêt et a servi de base à une conférence organisée conjointement avec Eurofound, intitulée "Stimuler l'Europe – grâce à des méthodes de travail innovantes!".

adopté un avis relatif à la participation financière des travailleurs (SOC/371) et livré son point de vue, en mai 2012, sur la nouvelle stratégie de l'UE en matière de responsabilité sociale des entreprises,

saluant l'engagement de la Commission européenne de promouvoir l'adoption de pratiques responsables par les entreprises au moyen d'un éventail d'initiatives politiques (SOC/440). En mars 2013, le Comité a adopté un avis relatif à la participation des travailleurs (SOC/470).

Le Comité a étudié la question de l'emploi et la crise de l'emploi dans un certain nombre d'avis, plus particulièrement dans le cadre de la stratégie Europe 2020 et des initiatives phares "Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois" et "Jeunesse en mouvement", auxquelles il a consacré deux avis en 2011 (SOC/404 et SOC/395). À maintes reprises, et dernièrement, dans son avis de 2013 sur les lignes directrices pour l'emploi (SOC/477), le Comité s'est dit vivement préoccupé par le fait que ni les objectifs pour l'emploi, ni les objectifs de lutte contre la pauvreté fixés dans le cadre de la priorité de croissance inclusive de la stratégie Europe 2020 ne pourront être atteints dans le contexte des mesures d'austérité imposées actuellement dans l'UE afin de lutter contre la crise. Dans son avis de 2012 sur les lignes directrices pour l'emploi, le Comité a procédé à une analyse approfondie du chômage des jeunes et du chômage de longue durée (SOC/435). En réponse à la communication de la Commission intitulée "Vers une reprise génératrice d'emplois", le Comité a organisé, avant d'adopter son avis en novembre 2012 (SOC/463), une audition publique à Berlin. En septembre 2012, l'Observatoire du marché du travail a organisé à Lisbonne avec la Confédération portugaise du commerce et des services une conférence sur "Les réformes du marché du travail en réponse à la crise", qui visait à examiner les problèmes spécifiques rencontrés par un État membre particulièrement touché par la crise de l'emploi. En juillet 2011, le Comité a adopté un avis consacré aux défis du marché du travail à la lumière des évolutions démographiques, dans lequel les travailleurs âgés faisaient l'objet d'une attention particulière (SOC/400).

2. Le potentiel des jeunes

Le Comité a suivi de près les différents aspects de l'initiative phare "Jeunesse en mouvement" et a adopté en mars 2013 un avis sur le paquet "Emploi des jeunes", qui comprend un certain nombre d'initiatives spécifiques, dont la garantie pour la jeunesse et une seconde phase de consultation avec les partenaires sociaux sur un cadre de qualité pour les stages. En avril 2012, le Comité a organisé avec le Forum européen de la jeunesse une conférence de haut niveau intitulée "Emplois de qualité pour les jeunes: Est-ce trop demander?". En juillet de la même année, le Comité a adopté un avis relatif à la proposition d'initiative sur les perspectives d'emploi des jeunes (SOC/450).

Dans ses travaux, le Comité a systématiquement insisté sur la nécessité d'établir un lien entre l'enseignement et la formation d'une part, et l'emploi de l'autre.

En février 2012, l'Observatoire du marché du travail a organisé une conférence de haut niveau intitulée "De l'école au monde du travail" à Roskilde, au Danemark, pays qui assurait alors la présidence de l'UE. La manifestation s'est déroulée dans les locaux de la société privée Thermo Fisher Scientific, qui a présenté ses pratiques et ses expériences concernant le passage de l'école au monde du travail et en particulier le rôle joué à cet égard par l'enseignement et la formation professionnels.

Conformément à l'engagement pris par la section SOC d'approfondir la réflexion sur la transition de l'école au marché du travail pour les jeunes issus de l'enseignement professionnel, le Comité a adopté des avis d'initiative sur la manière de rendre la formation professionnelle postsecondaire plus attractive (SOC/409), sur le thème de l'emploi des jeunes, des compétences techniques et de la mobilité (SOC/421) et sur le rôle du monde économique pour l'éducation dans l'UE (SOC/469). Il a également

émis un avis sur la proposition de modernisation de l'enseignement supérieur en Europe présentée par la Commission européenne (SOC/429). En janvier 2012, le Comité a organisé à Bruxelles une conférence de haut niveau sur "La crise économique, l'éducation et le

marché du travail" afin d'y présenter les points de vue exprimés dans son avis d'initiative sur ce thème, paru six mois plus tôt (SOC/410). En février 2012, l'Observatoire du marché du travail a organisé une autre conférence de haut niveau au Danemark, intitulée "De l'école au monde du travail". En mars 2012, le Comité a livré son opinion sur la proposition d'"Erasmus pour tous" (SOC/438).

3. Le développement du marché intérieur et la libre circulation de la main-d'œuvre

En ce qui concerne la dimension sociale du marché intérieur, le Comité a organisé une conférence à Stockholm en septembre 2011 et adopté, un an plus tard, un avis sur la proposition relative à une nouvelle directive sur le détachement de travailleurs. En dépit des écueils susceptibles d'émailler l'examen de cette question, l'avis du CESE (SOC/460) a été adopté à la quasi-unanimité. Des contacts étroits s'en sont suivis avec le Parlement européen, et un certain nombre de propositions formulées dans l'avis ont également fait l'objet de discussions au sein du Conseil. En avril 2012, le Comité a présenté son point de vue sur la proposition de directive relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles (SOC/451).

En dépit des divergences de vues sur la directive de 1996 concernant le détachement de travailleurs, le CESE a adopté à la quasi-unanimité un avis étudiant la proposition de directive relative à l'exécution de la directive initiale, visant à en améliorer l'application. Les propositions du Comité ont été reprises par les institutions européennes comme de possibles voies à suivre pour dégager un compromis.

4. Les systèmes de sécurité sociale et l'impact social de la crise

Le modèle social européen dans ses différentes formes subit de fortes pressions. Les pertes d'emploi massives altèrent le quotidien des citoyens, parce qu'ils perdent leur travail, ne parviennent pas à en décrocher un autre, sont contraints d'accepter des rémunérations

inférieures ou parce que les prestations sociales ont été revues à la baisse ou supprimées en raison de réductions dans les dépenses publiques. Dans le même temps, l'un des grands objectifs de la stratégie Europe 2020 est de diminuer d'au moins 20 millions le nombre de personnes se trouvant ou risquant de se trouver en situation de pauvreté ou d'exclusion sociale d'ici 2020 en Europe. La Commission a demandé au Comité de se pencher sur l'avenir du Fonds social européen (FSE) après 2013 (SOC/391). En février 2012, le Comité a adopté un avis consacré à la proposition de la Commission (SOC/433), dans lequel il soulignait que le Fonds social européen devait être l'instrument privilégié pour la mise en œuvre des objectifs de la stratégie Europe 2020 relatifs à l'emploi, à l'éducation, à l'inclusion sociale et à la lutte contre la pauvreté. En février 2012 toujours, le Comité a fait connaître son point de vue sur la proposition de programme de l'UE pour le changement et l'innovation sociale (SOC/434). L'idée d'un label social européen spécifique a été largement rejetée dans un avis adopté en janvier 2013 (SOC/468).

En juin 2011, le Comité a adopté un avis consacré à l'initiative phare de la stratégie Europe 2020 relative à la plateforme européenne contre la pauvreté et l'exclusion sociale, où il réservait un accueil favorable à la nouvelle approche holistique proposée (SOC/405). En octobre de la même année, le Comité a co-organisé un atelier intitulé "Suscitez un engagement national, régional et local dynamique dans la lutte contre la pauvreté" à l'occasion de la première convention liée à cette initiative phare qui s'est déroulée à Cracovie (Pologne). Fin 2011, le Comité a adopté un avis relatif à la cohésion et à la coordination de l'UE dans le domaine

Dans son avis sur les conséquences sociales de la nouvelle législation en matière de gouvernance économique, le Comité a plaidé pour la conclusion d'un "pacte d'investissement social" permettant aux processus d'investissement social à long terme et au rééquilibrage budgétaire à court terme de se renforcer mutuellement dans le contexte de crise. Cette idée a été reprise par la Commission européenne, qui a publié en février 2013 un paquet "investissement social" de grande ampleur.

social (SOC/407), suivi en janvier 2012 par un avis sur les conséquences sociales de la nouvelle législation en matière de gouvernance économique (SOC/422) mettant en lumière les incidences des mesures d'austérité et appelant à conclure un "pacte d'investissement social". Cette idée a été reprise par la Commission européenne. En octobre 2011, le Comité a attiré l'attention sur la question des sans-abris en élaborant un avis d'initiative et en organisant une grande audition à leur propos (SOC/408).

S'agissant des retraites, le Comité a déclaré que les systèmes publics de retraite sont une composante fondamentale du modèle social européen et s'est dit convaincu qu'une approche coordonnée de la question des retraites au niveau de l'UE peut contribuer à rendre les systèmes nationaux de retraite compatibles avec le pilier social et le pilier emploi de la stratégie Europe 2020, afin notamment de garantir que les allocations de retraite restent supérieures au seuil de pauvreté (SOC/389 et SOC/457).

5. Donner à chaque enfant le meilleur départ dans la vie

En décembre 2011, le Comité a adopté un avis relatif aux droits de l'enfant (SOC/415), et il continue d'être représenté au sein du Forum européen pour les droits de l'enfant de la Commission. Le Comité préconise de prêter une attention particulière à la protection et à l'application des droits des groupes d'enfants vulnérables, tels que les enfants vivant dans la pauvreté ou en institution, les enfants menacés ou victimes de violence ou d'exploitation, les enfants atteints d'un handicap et les enfants appartenant à des minorités ethniques ou issus de l'immigration. En mai 2011, le Comité a adopté un avis sur la politique familiale et le changement démographique (SOC/399), dans lequel il signalait qu'en dépit du fait que les politiques de la famille ne sont pas de la compétence de l'Union européenne, celle-ci peut légiférer dans des domaines qui concernent la conciliation entre la vie familiale et la vie professionnelle, l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes, ainsi que la protection et le développement de l'enfance. Parmi les priorités initiales de la section SOC figurait le bien-être des enfants dans le cadre de la lutte contre l'alcoolisme, la consommation de drogue et la violence des adultes, même si ces phénomènes ont bien évidemment des implications

beaucoup plus larges. Le Comité a adopté des avis sur la politique

Le Comité a adopté un avis consacré à la protection des enfants contre les abus sexuels et a fourni une contribution directe à la campagne du Conseil de l'Europe contre la maltraitance infantile en apportant son aide pour la traduction du matériel d'information, de manière à ce qu'il soit disponible dans toutes les langues officielles de l'UE. Le Comité a en outre mis sur pied une base de données publique reprenant les pratiques exemplaires des acteurs de la société civile dans ce domaine.

européenne en matière de drogues (SOC/441) et sur la violence domestique à l'encontre des femmes (SOC/465). Ce dernier a été présenté lors d'une conférence organisée par le Comité à Bruxelles le 21 septembre 2012, journée internationale de la paix. Dans le prolongement d'avis antérieurs, le Comité a accordé une attention particulière à la question des abus sexuels commis sur des enfants, en adoptant un avis consacré à leur protection contre ce phénomène (SOC/412) en octobre 2011 et en fournissant une contribution directe à la campagne du Conseil de l'Europe contre la

maltraitance infantile, sous la forme d'une aide à la traduction. Le Comité a par ailleurs mis sur pied une base de données publique reprenant les pratiques exemplaires des acteurs de la société civile dans ce domaine. En janvier 2013, il a adopté un avis relatif aux enfants et aux jeunes à hautes capacités intellectuelles, plaidant pour une approche holistique à leur égard afin de leur permettre de donner la pleine mesure de leur potentiel (SOC/445).

6. Être actif et vivre en bonne santé

Tout au long de ce mandat, le Comité s'est beaucoup investi dans le domaine du vieillissement actif. En octobre 2010, il a adopté un avis relatif à la proposition de la Commission européenne de faire de 2012 l'Année européenne du vieillissement actif. En 2012 – proclamée finalement "Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle" – le Comité a chargé un groupe de coordination spécifique de suivre les activités menées au cours de

cette année et d'organiser une série d'auditions et de conférences sur des thèmes tels que "Vieillir en bonne santé" et "Humaniser les conditions de travail des travailleurs seniors", assorties d'une large consultation d'experts et d'acteurs de la société civile actifs dans ce domaine. Une partie des conclusions tirées par le groupe de coordination sur un large éventail de questions en lien avec l'Année européenne ont été exposées dans l'avis relatif à la contribution et à la participation des personnes âgées à la société

Le Comité a activement contribué à l'Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle, en organisant de nombreuses auditions et conférences assorties d'une large consultation d'experts et d'acteurs de la société civile. Les conclusions de cette Année ont été présentées lors d'une conférence de clôture tenue à Bruxelles en décembre 2012.

adopté en novembre 2011 (SOC/448), l'autre partie faisant l'objet d'une présentation lors d'une conférence de clôture tenue à Bruxelles en décembre 2012.

En mars 2012, le Comité a adopté un avis portant sur les menaces transfrontalières graves pour la santé (SOC/443). En octobre de la même année, il a fait part de sa position sur le programme intitulé "La santé en faveur de la croissance", insistant sur l'importance de la prévention et l'utilisation optimale des ressources humaines et financières existantes, en particulier en ces temps de réductions budgétaires. Dans le domaine du sport, renforcé dans le traité de Lisbonne par l'octroi d'un titre propre, le Comité a adopté un avis consacré à la communication de la Commission sur le thème "Développer la dimension européenne du sport" (SOC/413). Le CESE y appelle à promouvoir la pratique d'un sport grâce à l'intervention de l'UE, eu égard à la contribution incontestable et bénéfique du sport à la promotion de la santé physique et mentale, à l'amélioration de la qualité de vie des citoyens et à la promotion de l'intégration sociale. Dans un avis adopté en décembre 2012, le Comité a plaidé pour l'instauration d'une Année européenne de la santé mentale afin d'attirer l'attention sur l'importance que revêt cette dernière pour l'individu comme pour la société dans son ensemble (SOC/472).

7. L'intégration proactive et l'immigration

Parmi les défis auxquels l'Union européenne est confrontée figure la gestion de l'immigration en provenance des pays tiers d'une façon qui bénéficie à la fois à l'UE et aux immigrants et qui soit pleinement conforme aux normes en matière de droits de l'homme. Une grande conférence s'est tenue à ce propos en mars 2013. Le Comité a toujours été un chaleureux partisan d'une politique européenne et d'une législation communes en matière d'asile et d'immigration. Au cours de ce mandat, un certain nombre d'avis liés à l'immigration ont été adoptés. Ils portaient sur des questions aussi variées que l'Agenda européen pour l'intégration des ressortissants de pays tiers (SOC/427), les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi saisonnier (SOC/392) et dans le cadre d'un détachement intragroupe (SOC/393) ou la contribution des entrepreneurs immigrés à l'économie de l'UE (SOC/449). Ce dernier avis appelait à reconnaître davantage le potentiel que recèle l'entrepreneuriat des immigrés, tant pour la croissance économique que pour le processus d'intégration en général. Il est directement venu enrichir le huitième Forum européen sur l'intégration, tenu en octobre 2012. Un avis sur la coopération en matière d'intégration des immigrants (SOC/411) a été adopté en vue d'une conférence conjointe avec le gouvernement de la région de Valence (Espagne) prévue en mars 2011. Un avis sur le thème de la migration (SOC/418) adopté en juin 2012 a donné un aperçu global des travaux menés par le Comité dans ce domaine au fil des ans.

Le Forum européen sur l'intégration, convention biennale de la société civile organisée conjointement par le Comité et par la Commission, s'est affirmé en tant que plateforme de dialogue sur l'intégration des immigrants en Europe. Il permet à la Commission de prendre le pouls des organisations s'occupant directement des questions d'immigration et d'intégration en vue d'élaborer les politiques les plus appropriées au niveau européen.

La coopération avec la Commission et la commissaire Cecilia Malmström a encore été renforcée dans le cadre du Forum européen sur l'intégration, lequel a déjà tenu huit réunions à ce jour, dont cinq au cours du mandat actuel, et s'affirme en tant que plateforme de dialogue sur l'intégration des immigrants en Europe. Il a adopté sa première déclaration politique au printemps 2012. Le groupe d'étude permanent sur l'intégration et l'immigration (IMI) s'est employé à préparer des avis sur des sujets intéressant le Forum, tels que le regroupement familial (SOC/436). La Commission a d'ailleurs prié le Comité d'organiser une audition publique sur ce thème durant la septième réunion du Forum, afin d'inciter les États membres à se montrer plus ouverts au changement.

8. Renforcer les droits et les possibilités

Le Comité n'a pas cessé de souligner que les droits fondamentaux et la non-discrimination sont l'essence de l'Union européenne. Dans son avis sur la stratégie pour la mise en œuvre effective de la Charte des droits fondamentaux (SOC/401), adopté en septembre 2011, il a invité en particulier à renforcer la culture des droits fondamentaux au niveau de l'UE.

Fortement encouragé par la présidence hongroise de l'UE, le Comité a adopté au cours de ce mandat trois avis consacrés aux Roms (SOC/337, SOC/397 et SOC/447), dont le dernier formait les conclusions d'une étude commandée par le Comité lui-même sur les stratégies nationales d'intégration des Roms. Celle-ci révèle qu'en dépit des efforts conjugués déployés par les institutions européennes et les États membres de l'UE, on relève, chez les porte-parole de la communauté rom, les organisations de la société civile et leurs représentants, une insatisfaction générale et une frustration largement partagée par rapport à la situation actuelle, ainsi qu'une certaine méfiance.

Le Comité a continué de se préoccuper des personnes handicapées, en élaborant des avis sur la stratégie européenne 2010-2020 en faveur des personnes handicapées (SOC/403) et sur les jeunes handicapés (SOC/439), et en organisant diverses manifestations, dont la conférence de l'OMT sur la participation au marché de

l'emploi des personnes souffrant de déficiences intellectuelles ou de problèmes relationnels, qui s'est tenue à Bruxelles en novembre 2012. L'avis consacré à la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (SOC/464) suggère que le Comité lui-même prenne des mesures spécifiques, en s'engageant notamment à intégrer le thème du handicap à l'ensemble de ses activités.

En juillet 2012, le Comité a adopté un avis relatif aux femmes entrepreneurs (SOC/446), qui a été transmis à quelque 800 organisations dans toute l'Europe. En janvier 2013, il a présenté une analyse minutieuse de la dimension de genre dans la stratégie Europe 2020 (SOC/471), suivie au mois de mars d'une conférence au cours de laquelle il a lancé un débat sur la manière d'assurer une intégration efficace de la dimension de genre. En février 2013, le Comité a également donné son opinion sur la proposition de la Commission relative à l'équilibre hommes-femmes dans les conseils d'administration (SOC/475). En septembre 2012, il a adopté un avis relatif à la discrimination sur le lieu de travail fondée sur l'orientation sexuelle, abordant ainsi un sujet dont l'UE s'est peu préoccupée jusqu'à présent et soulignant combien une approche coordonnée est nécessaire en la matière (SOC/444).

En ce qui concerne les droits garantis par la loi et la lutte contre le crime, notamment international, le Comité a élaboré des avis sur un large éventail de sujets allant de la traite des êtres humains (SOC/378 et SOC/467) et du terrorisme (SOC/388) au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (SOC/394), au droit d'accès à un avocat (SOC/424), à la mise en œuvre des politi-

Le Comité a ardemment défendu les droits des victimes et l'accès à la justice dans d'autres pays de l'UE. La rapporteure chargée d'élaborer l'avis sur ce dossier a eu un entretien personnel avec la vice-présidente de la Commission européenne, Viviane Reding, afin de lui en transmettre les principaux messages. Les contacts se sont poursuivis tout au long du processus législatif, et le Comité a été encouragé à participer à la mise en œuvre de la directive, notamment dans le cadre de l'Année européenne des citoyens.

ques de l'UE au moyen du droit pénal (SOC/432), au programme "Justice" (SOC/454) et aux produits du crime (SOC/459). Un avis consacré aux droits des victimes dans l'UE, adopté en décembre 2011, a largement retenu l'attention et donné lieu à un entretien personnel entre la rapporteure et la vice-présidente de la Commission européenne, Viviane Reding (SOC/419).

9. La citoyenneté active et le bénévolat

L'idée de dédier une année spécifique au volontariat émane du Comité, qui a spécialement mis en place un groupe chargé de coordonner les activités de cette année 2011, ainsi que d'organiser ou de co-organiser une série de manifestations à cette occasion. Un avis sur les activités transfrontalières de volontariat dans l'UE a été adopté en mars 2012. Il comportait une synthèse des activités menées par le CESE durant l'Année européenne du volontariat 2011 (SOC/431).

En novembre 2012, le Comité a adopté un avis sur les nouvelles dispositions du traité de Lisbonne visant à permettre la participation des citoyens et de la société civile à un dialogue sur l'action de l'UE (SOC/423), dans lequel il présente notamment son analyse des moyens d'élargir et de renforcer les futures structures de dialogue civil. Pour préparer cet avis, il a entre autres organisé une audition publique rassemblant des représentants de la société civile européenne et d'institutions internationales. En juillet 2012, le Comité a fait

Début 2013, le Comité a organisé une grande manifestation en espace ouvert en vue de permettre aux citoyens de contribuer, directement ou par le truchement des organisations qui les représentent, à façonner l'Année européenne des citoyens. Il coopère étroitement avec l'Alliance pour l'Année européenne des citoyens 2013, qui rassemble des organisations et réseaux de la société civile européenne, afin d'assurer à cette Année le plus large impact possible, en tirant pleinement parti des nouvelles perspectives ouvertes par l'article 11 du traité sur l'Union européenne en ce qui concerne la participation des citoyens à la vie démocratique de l'UE.

part de sa position sur les processus participatifs dans la mise en œuvre de la stratégie Europe 2020, à la demande de la présidence chypriote du Conseil de l'UE (SOC/462). Dans cet avis, il fait valoir son propre rôle de plateforme pour les conseils économiques et sociaux nationaux et la société civile dans les États membres. Le Comité a adopté plusieurs autres avis sur des questions relatives à la citoyenneté (SOC/428, SOC/453 et SOC/458), recourant à de nouveaux mécanismes pour garantir la transparence et la participation des citoyens, en donnant par exemple la possibilité de soumettre une contribution directe au rapporteur par l'intermédiaire du site Internet du Comité ou de suivre les manifestations grâce à une diffusion en direct sur Internet. Un groupe de coordination a été constitué pour l'Année européenne des citoyens 2013 et une grande manifestation en espace ouvert a été organisée en janvier 2013 afin que les citoyens puissent contribuer, directement ou par le truchement des organisations qui les représentent, à façonner cette Année européenne.

* * *

Pour obtenir des informations sur les manifestations organisées et prendre connaissance des avis adoptés, disponibles dans toutes les langues officielles de l'UE, consulter la page Internet de la section SOC, à l'adresse: www.eesc.europa.eu/soc.

ORATEURS EXTERNES INVITÉS AUX RÉUNIONS DE LA SECTION

- 2011 **Juan Menéndez -Valdés**, directeur, Eurofound
Regina Jensdóttir, directrice du programme du Conseil de l'Europe pour les enfants
Maggie Hughes, campagne de soutien aux victimes de la criminalité à l'étranger et à leurs familles "Please enjoy – don't destroy" (profitez – sans détruire!)
Pascaline Descy, chef de l'aire d'activités "Recherche et analyse des politiques", CEDEFOP
Xavier Prats Monné, directeur général adjoint, DG Éducation et culture
- 2012 **Morten Kjærum**, directeur de l'Agence européenne des droits fondamentaux (FRA)
Juan Menéndez-Valdés, directeur, Eurofound
Salvatore Iacolino, vice-président de la commission LIBE du Parlement européen et rapporteur pour la commission spéciale sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment de capitaux (CRIM)
Myria Vassiliadou, coordonnatrice européenne de la lutte contre la traite des êtres humains
Chiara Gariazzo, directrice chargée de la jeunesse et du sport, DG Éducation et culture
Max Uebe, chef de l'unité "Emploi des jeunes, entrepreneuriat, facilité micro-finances", DG Emploi, affaires sociales et inclusion
- 2013 **Jolanta Reingarde**, chef faisant fonction de l'unité Opérations et chercheuse confirmée, Institut européen pour l'égalité entre les hommes et les femmes (EIGE)
Juan Menéndez-Valdés, directeur, Eurofound
Christa Sedlatschek, directrice, Agence européenne pour la sécurité et la santé au travail (OSHA)

STATISTIQUES CLÉS DU MANDAT 2010-2013

	2010	2011	2012	2013	Total
Réunions de la section SOC	2	9	9	3	23
Réunions extraordinaires du bureau de la section SOC	1	4	4	2	11
Réunions de groupe d'étude	9	52	75	9	127
Forum européen sur l'intégration	1	2	2	-	5
Avis	4	32	42	9	87
Saisines	3	22	28	4	57
Avis d'initiative	1	6	12	4	23
Avis exploratoires	-	4	2	1	7
Rapports d'information	-	-	-	-	-
Auditions organisées par la section SOC (OMT compris)	4	19	17	4	44
Conférences organisées ou co-organisées par la section SOC (OMT compris)	3	14	15	4	36
À Bruxelles	2	7	11	3	23
Hors siège	1	7	4	1	13
Participation à des conférences/ manifestations organisées par des tiers	41	128	174	55	398

**AVIS DE LA SECTION SOC
ADOPTÉS AU COURS DU MANDAT 2010-2013**

* avis d'initiative

(*) supplément d'avis

** avis exploratoire

- SC/034* **LIEUX DE TRAVAIL INNOVANTS**
Rapporteuse: M^{me} Kurki, corapporteur: M. Manoliu (18.3.2011)
- SOC/337 **LE DIALOGUE INTERCULTUREL ET LES ROMS**
(*) Rapporteuse: M^{me} Sigmund (16.6.2011)
- SOC/371* **PARTICIPATION FINANCIÈRE DES TRAVAILLEURS EN EUROPE**
Rapporteur général: M. von Schwerin, corapporteur: M^{me} Sharma (21.10.2010)
- SOC/378 **LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS**
Rapporteur général: M. Sibian (21.10.2010)
- SOC/386 **LIVRE VERT - PENSIONS**
Rapporteur: M. Dandea, corapporteur: M. Pater (20.1.2011)
- SOC/388 **POLITIQUE ANTITERRORISTE DE L'UE**
Rapporteur: M. Pîrvulescu (5.5.2011)
- SOC/389 **ANNÉE EUROPÉENNE DU VIEILLISSEMENT ACTIF (2012)**
Rapporteuse: M^{me} Heinisch, corapporteur: M. Rodríguez García-Caro (21.10.2010)
- SOC/391** **LE FUTUR DU FONDS SOCIAL EUROPÉEN APRÈS 2013**
Rapporteur: M. Verboven, corapporteur: M. Cabra de Luna (15.3.2011)
- SOC/392 **CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES RESSORTISSANTS DE PAYS TIERS AUX FINS D'UN EMPLOI SAISONNIER**
Rapporteuse: M^{me} Schweng (4.5.2011)
- SOC/393 **CONDITIONS D'ENTRÉE ET DE SÉJOUR DES RESSORTISSANTS DE PAYS TIERS DANS LE CADRE D'UN DÉTACHEMENT INTRAGROUPE**
Rapporteur: M. Röpke (4.5.2011)
- SOC/394 **LE DROIT À L'INFORMATION DANS LE CADRE DES PROCÉDURES PÉNALES**
Rapporteur général: M. Pezzini (8.12.2012)
- SOC/395 **JEUNESSE EN MOUVEMENT**
Rapporteur: M. Trantina, corapporteur: M. Mendoza Castro (15.3.2011)

- SOC/397** **ROMS – AUTONOMISATION SOCIALE ET INTÉGRATION**
Rapporteur: M. Topolánszky (16.6.2011)
- SOC/399** **POLITIQUE FAMILIALE ET CHANGEMENT
DÉMOGRAPHIQUE**
Rapporteur général: M. Buffetaut, corapporteuse générale:
M^{me} Ouin (4.5.2011)
- SOC/400** **ÉVOLUTIONS DÉMOGRAPHIQUES ET MARCHÉ DU
TRAVAIL**
Rapporteur: M. Greif (13.7.2011)
- SOC/401 **STRATÉGIE POUR LA CHARTE DES DROITS
FONDAMENTAUX**
Rapporteuse: M^{me} Bischoff, corapporteur: M. Pîrvulescu
(21.9.2011)
- SOC/402 **PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**
Rapporteur: M. Morgan (16.6.2011)
- SOC/403 **STRATÉGIE EUROPÉENNE 2010-2020 EN FAVEUR DES
PERSONNES HANDICAPÉES**
Rapporteur: M. Vardakastanis (21.9.2011)
- SOC/404 **UNE STRATÉGIE POUR DES COMPÉTENCES NOUVELLES
ET DES EMPLOIS**
Rapporteuse: M^{me} Drbalová, corapporteur: M. Zufiaur
(13.7.2011)
- SOC/405 **PLATEFORME EUROPÉENNE CONTRE LA PAUVRETÉ ET
L'EXCLUSION SOCIALE**
Rapporteuse: M^{me} O'Neill (15.6.2011)
- SOC/406 **LIGNES DIRECTRICES POUR LES POLITIQUES DE
L'EMPLOI**
Cat. C (16.2.2011)
- SOC/407* **RENFORCER LA COHÉSION ET LA COORDINATION DE
L'UE DANS LE DOMAINE SOCIAL**
Rapporteur: M. Lechner (26.10.2011)
- SOC/408* **PROBLÈME DES SANS-ABRI**
Rapporteur: M. Lucan (27.10.2011)
- SOC/409* **RENDRE L'ENSEIGNEMENT ET LA FORMATION
PROFESSIONNELS POSTSECONDAIRES PLUS
ATTRAYANTS**
Rapporteuse: M^{me} Drbalová (19.1.2012)
- SOC/410* **LA CRISE ÉCONOMIQUE, L'ÉDUCATION ET LE MARCHÉ
DU TRAVAIL**
Rapporteur: M. Soares (14.7.2011)
- SOC/411(*) **COOPÉRATION EN MATIÈRE D'INTÉGRATION DES
IMMIGRANTS**
Rapporteur: M. Pariza Castaños (13.7.2011)

- SOC/412(*) **PROTECTION DES ENFANTS CONTRE LES ABUS SEXUELS**
Rapporteuse: M^{me} Sharma (26.10.2011)
- SOC/413 **DÉVELOPPER LA DIMENSION EUROPÉENNE DU SPORT**
Rapporteur: M. Correia (26.10.2011)
- SOC/414 **DONNÉES DES DOSSIERS PASSAGERS / INFRACTIONS
TERRORISTES**
Rapporteur général: M. Rodríguez García-Caro (5.5.2011)
- SOC/415 **DROITS DE L'ENFANT**
Rapporteuse: M^{me} Joó (7.12.2011)
- SOC/416-
417 **RÉGIMES MATRIMONIAUX - EFFETS PATRIMONIAUX DES
PARTENARIATS ENREGISTRÉS**
Rapporteur: M. Pezzini (21.9.2011)
- SOC/418 **MIGRATION**
Rapporteur général: M. Pariza Castaños (15.6.2011)
- SOC/419 **LES DROITS DES VICTIMES DANS L'UE**
Rapporteuse: M^{me} Walker Shaw (7.12.2011)
- SOC/420 **EXPOSITION DES TRAVAILLEURS AUX RISQUES DUS AUX
AGENTS PHYSIQUES (CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES)**
Rapporteuse: M^{me} Le Nouail Marlière (7.12.2011)
- SOC/421* **EMPLOI DES JEUNES, COMPÉTENCES TECHNIQUES ET
MOBILITÉ**
Rapporteuse: M^{me} Andersen (18.1.2012)
- SOC/422* **CONSÉQUENCES SOCIALES DE LA NOUVELLE
LÉGISLATION EN MATIÈRE DE GOUVERNANCE
ÉCONOMIQUE**
Rapporteuse: M^{me} Bischoff (22.2.2012)
- SOC/423* **ARTICLES 11.1 ET 11.2 DU TRAITÉ DE LISBONNE**
Rapporteur: M. Jahier (14.11.2012)
- SOC/424 **DROIT D'ACCÈS À UN AVOCAT ET DROIT DE
COMMUNIQUER APRÈS L'ARRESTATION**
Rapporteur: M. de Lamaze (7.12.2011)
- SOC/425 **NORMES MINIMALES CONCERNANT LA PROCÉDURE
D'OCTROI ET DE RETRAIT DE LA PROTECTION
INTERNATIONALE DANS LES ÉTATS MEMBRES**
Cat. C (26.10.2011)
- SOC/426 **ACCUEIL DES DEMANDEURS D'ASILE – NORMES
MINIMALES (PROPOSITION MODIFIÉE)**
Cat. C (26.10.2011)
- SOC/427 **INTÉGRATION DES RESSORTISANTS DE PAYS TIERS**
Rapporteur: M. Pîrvulescu (28.3.2012)
- SOC/428 **ANNÉE EUROPÉENNE DES CITOYENS (2013)**
Rapporteur: M. Gobiņš (28.3.2012)
- SOC/429 **MODERNISATION DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR**
Rapporteur: M. van Iersel, corapporteur: M. Stern (28.3.2012)

- SOC/431 **ACTIVITÉS DE VOLONTARIAT TRANSFRONTALIÈRES
DANS L'UE**
Rapporteur: M. Trantina (28.3.2012)
- SOC/432 **MISE EN ŒUVRE DES POLITIQUES DE L'UE AU MOYEN
DU DROIT PÉNAL**
Rapporteur: M. de Lamaze (25.4.2012)
- SOC/433 **FONDS SOCIAL EUROPÉEN**
Rapporteur: M. Verboven, corapporteur: M. Cabra de Luna
(22.2.2012)
- SOC/434 **PROGRAMME POUR LE CHANGEMENT
ET L'INNOVATION SOCIALE**
Rapporteuse générale: M^{me} Batut (23.2.2012)
- SOC/435 **LIGNES DIRECTRICES POUR L'EMPLOI**
Rapporteur: M. Greif (22.2.2012)
- SOC/436 **REGROUPEMENT FAMILIAL - LIVRE VERT**
Rapporteur: M. Pîrvulescu (23.5.2012)
- SOC/437 **PROGRAMME "LA SANTÉ EN FAVEUR DE LA
CROISSANCE"**
Rapporteuse générale: M^{me} Ouin (23.2.2012)
- SOC/438 **ERASMUS POUR TOUS**
Rapporteuse: M^{me} Vareikytė (29.3.2012)
- SOC/439 **JEUNES HANDICAPÉS**
Rapporteur: M. Vardakastanis (28.3.2012)
- SOC/440 **LA RESPONSABILITÉ SOCIALE DES ENTREPRISES**
Rapporteuse: M^{me} Sharma, corapporteur: M. Etherington
(24.5.2012)
- SOC/441 **POLITIQUE EUROPÉENNE EN MATIÈRE DE DROGUES**
Rapporteur: M. Topolánszky (24.5.2012)
- SOC/442 **SOLIDARITÉ DANS LE DOMAINE DE L'ASILE**
Rapporteur: M. Pîrvulescu (11.7.2012)
- SOC/443 **MENACES TRANSFRONTALIÈRES GRAVES POUR LA
SANTÉ**
Rapporteuse: M^{me} Ouin (28.3.2012)
- SOC/444* **DROITS DES GROUPES VULNÉRABLES SUR LE LIEU DE
TRAVAIL - NOTAMMENT LES QUESTIONS DE
DISCRIMINATION FONDÉE SUR L'ORIENTATION
SEXUELLE**
Rapporteur: M. Janson (18.9.2012)
- SOC/445* **EXPLOITER LE POTENTIEL DES ENFANTS ET DES JEUNES
À HAUTES CAPACITÉS INTELLECTUELLES**
Rapporteur: M. Rodríguez García-Caro
- SOC/446* **LES FEMMES ENTREPRENEURS**
Rapporteuse: M^{me} Sharma (11.7.2012)

- SOC/447* **CIToyENS ROMS**
Rapporteur: M. Topolánszky (14.11.2012)
- SOC/448* **LA CONTRIBUTION ET LA PARTICIPATION DES PERSONNES ÂGÉES À LA SOCIÉTÉ**
Rapporteure: M^{me} O'Neill (14.11.2012)
- SOC/449* **LA CONTRIBUTION DES ENTREPRENEURS IMMIGRÉS À L'ÉCONOMIE DE L'UE**
Rapporteure: M^{me} King (18.9.2012)
- SOC/450 **INITIATIVE SUR LES PERSPECTIVES D'EMPLOI DES JEUNES**
Rapporteur: M. Jasiński (12.7.2012)
- SOC/451 **RECONNAISSANCE DES QUALIFICATIONS PROFESSIONNELLES ET COOPÉRATION ADMINISTRATIVE**
Rapporteur général: M. Metzler (26.4.2012)
- SOC/452 **CHAMPS ÉLECTROMAGNÉTIQUES - EXTENSION DE DÉLAI**
Cat. C (22.2.2012)
- SOC/453 **PROGRAMME "DROITS ET CITOYENNETÉ"**
Rapporteur général: M. Boland (26.4.2012)
- SOC/454 **PROGRAMME "JUSTICE"**
Rapporteur: M. de Lamaze (11.7.2012)
- SOC/455 **RÈGLEMENT GÉNÉRAL SUR LA PROTECTION DES DONNÉES**
Rapporteur général: M. Pegado Liz (23.5.2012)
- SOC/456 **FONDS "ASILE ET MIGRATION" - FONDS POUR LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE**
Rapporteur: M. Pariza Castaños (11.7.2012)
- SOC/457 **LIVRE BLANC SUR LES RETRAITES**
Rapporteur: M. Dandea, corapporteur: M. Pater (12.7.2012)
- SOC/458 **LE PROGRAMME "L'EUROPE POUR LES CITOYENS"**
Rapporteur: M. Gobiņš (11.7.2012)
- SOC/459 **PRODUITS DU CRIME**
Rapporteur: M. de Lamaze (11.7.2012)
- SOC/460 **DÉTACHEMENT DE TRAVAILLEURS**
Rapporteur: M. Janson (19.9.2012)
- SOC/462** **PROCESSUS PARTICIPATIFS DANS LA MISE EN ŒUVRE DE LA STRATÉGIE EUROPE 2020**
Rapporteure: M^{me} Loughheed (12.7.2012)
- SOC/463 **VERS UNE REPRISE GÉNÉRATRICE D'EMPLOIS**
Rapporteure: M^{me} Bischoff (15.11.2012)
- SOC/464* **CONVENTION DES NATIONS UNIES RELATIVE AUX DROITS DES PERSONNES HANDICAPÉES**
Rapporteur: M. Vardakastanis (12.12.2012)

- SOC/465* **VIOLENCE DOMESTIQUE À L'ENCONTRE DES FEMMES**
Rapporteur: M. Soares (18.9.2012)
- SOC/467 **ÉRADICATION DE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS**
Rapporteuse: M^{me} Ouin (13.12.2012)
- SOC/468** **LABEL SOCIAL EUROPÉEN**
Rapporteuse: M^{me} Rodert (16.1.2013)
- SOC/469* **LE RÔLE DU MONDE ÉCONOMIQUE POUR L'ÉDUCATION
DANS L'UE**
Rapporteuse: M^{me} Drbalová (20.3.2013)
- SOC/470* **PARTICIPATION DES TRAVAILLEURS**
Rapporteur: M. Greif (20.3.2013)
- SOC/471* **LA DIMENSION HOMME-FEMME DANS LA STRATÉGIE
"EUROPE 2020"**
Rapporteuse: M^{me} Agudo i Bataller, corapporteuse: M^{me} Attard
(17.1.2013)
- SOC/472* **ANNÉE EUROPÉENNE DE LA SANTÉ MENTALE**
Rapporteur: M. Schlüter (13.12.2012)
- SOC/473 **FONDS EUROPÉEN D'AIDE AUX PLUS DÉMUNIS**
Rapporteur: M. Balon (14.2.2013)
- SOC/474 **PAQUET "EMPLOI DES JEUNES"**
Rapporteur général: M. Trantina, corapporteur général: M. de
Buck (21.3.2013)
- SOC/475 **L'ÉQUILIBRE HOMMES-FEMMES DANS LES CONSEILS
D'ADMINISTRATION**
Rapporteuse: M^{me} Sharma (13.2.2013)
- SOC/477 **LIGNES DIRECTRICES POUR L'EMPLOI**
Rapporteur général: M. Greif (13.2.2013)



European Economic and Social Committee



**Section for
EMPLOYMENT,
SOCIAL AFFAIRS
& CITIZENSHIP**

**REPORT ON
THE SOC STRATEGY
2010-2013**

SOC

Rue Belliard/Belliardstraat 99
1040 Bruxelles/Brussel
BELGIQUE/BELGIË

Published by: "Visits and Publications" Unit
EESC-2013-37-EN/FR

www.eesc.europa.eu

© European Union, 2013
Reproduction is authorised provided the source is acknowledged.

EN



QE-31-13-860-2A-C
ISBN 978-92-830-2112-4



9 789283 021124

doi:10.2864/46482

**REPORT ON
THE SOC STRATEGY 2010-2013**

INTRODUCTION

Europe is still heavily marked by the effects of the economic crisis. Years of economic and social progress have been wiped out, and no general recovery is in sight. Member States are struggling to strike a balance between securing fiscal consolidation and being able to boost growth. The reality is that unemployment is still on the rise, and this further undermines social welfare and health care systems, ultimately putting society itself under pressure.

Against this difficult background, the EESC needs to reflect more on the role it has to play. Evidence of any concrete impact achieved by a consultative body such as the Committee will, by definition, often be circumstantial. The first thing to ensure is that its working methods allow it to provide well-timed, highly-qualified input into European policy-making. The SOC section has managed to adjust relatively smoothly to the shorter deadlines set by the institutions after the Lisbon Treaty entered into force. It has even served as a model for more general improvements to methods within the Committee. As a result, there are strong indications that, thanks to the work of the Committee, not only do the views and ideas originating in European civil society go down well with European decision-makers, but also the impact of the Committee has improved, not least on the European Parliament.

At the beginning of the 2010-2013 term of office, the SOC section set out its priorities. These priorities were based on a number of internal as well as external pointers such as the president's programme and the Commission's work programme. The Europe 2020 strategy has played a particularly important role in the work of the SOC section, which has prepared opinions on three out of the seven Europe 2020 flagship initiatives and on many of the various spin-off policy initiatives. In total, the Committee has adopted 87 opinions emanating from the SOC section during this term of office. The Labour Market Observatory and permanent study group on

Integration and Immigration (IMI) have continued to bring added value to the work of the section, and specific coordination bodies were set up within the SOC section for all four European Years covered by this term of office. Some of the results achieved are presented in this leaflet, with a specific focus on consultative work (including exploratory and own-initiative opinions) and events organised by the Committee.

Leila Kurki

President of the SOC section

THE SOC SECTION STRATEGY 2010-2013

1. A good and productive working life

Europe is marked by high and increasing unemployment and throughout this term of office the SOC section has focused on how to make European working life and labour markets more conducive to productivity, growth and sustainable employment, for the good of all. In March 2011, the Committee adopted an opinion on innovative workplaces (SC/034), which looked into how parameters such as work processes, work organisation and management, working methods and practices, tools, the physical working environment, professional skills and working practices could be improved in order to increase employee motivation and productivity. This opinion formed the basis of a conference co-organised with Eurofound in Brussels in November 2012 on "Boosting Europe – Innovative work practices can make it happen".

With its opinion on innovative workplaces, the Committee opened up a new field by looking into how parameters such as work organisation and working methods, the physical working environment and professional skills interact and can be improved to increase employee motivation and productivity. This opinion aroused a lot of interest and formed the basis of a conference co-organised with Eurofound on "Boosting Europe – Innovative work practices can make it happen".

In October 2010, the Committee adopted an opinion on the financial participation of employees (SOC/371), and in May 2012 it presented its views on the renewed EU strategy for Corporate Social Responsibility, commending the Commission's commitment to fostering responsible business practice through a range of policy initiatives (SOC/440). In March 2013, the Committee adopted an opinion on employee involvement (SOC/470).

The Committee has dealt with employment and the jobs crisis in a number of opinions, most importantly in relation to the Europe 2020 strategy and the flagship initiatives An agenda for new skills and jobs and Youth on the Move, on which the Committee adopted opinions in 2011 (SOC/404 and SOC/395). The Committee has repeatedly, and most recently in its 2013 opinion on the employment guidelines (SOC/477), expressed concern that neither the employment nor the anti-poverty goals set out in the inclusive growth priority of the EU 2020 strategy can be met against the backdrop of the austerity measures being forced through by the EU in a bid to tackle the crisis. In its 2012 opinion on the employment guidelines, the Committee made an in-depth analysis of youth and long-term unemployment (SOC/435). In response to the Commission's communication on a job-rich recovery, the Committee held a public hearing in Berlin before adopting its opinion in November 2012 (SOC/463). In September 2012, the Labour Market Observatory co-organised a conference in Lisbon with the Portuguese Commerce and Services Confederation on "Labour market reforms in response to the crisis", to look at the particular problems faced by one Member State that is particularly hard hit by the jobs crisis. In July 2011, the Committee adopted an opinion on labour market challenges in the light of demographic trends, with a specific focus on older workers (SOC/400).

2. The potential of young people

The Committee has closely followed the various aspects of the Youth on the Move flagship initiative, and in March 2013 adopted an opinion on the Youth Employment Package, which covers a number of specific initiatives such as the Youth Guarantee and a second phase of consultation with the social partners on a Quality Framework on Traineeships. In April 2012, the Committee co-organised a high-level conference with the European Youth Forum entitled "Quality jobs for youth: Are we asking too much?". In July of the same year, the Committee adopted an opinion on the proposed Youth Opportunities Initiative (SOC/450).

In its work, the Committee has consistently emphasised the necessary link between education and training on the one hand and

In February 2012, the Labour Market Observatory organised a high-level conference in Roskilde in Denmark – then holder of the EU presidency – on the topic "From school to work". The conference took place at Thermo Fisher Scientific, a private company, which showcased its own practices and experiences with the transition from school to work and in particular the role played by vocational education and training in this respect.

employment on the other. In accordance with the SOC section's pledge to look further into the transition from school to work for young people in vocational education, the Committee has adopted own-initiative opinions on how to make post-secondary vocational training more attractive (SOC/409), youth employment, technical skills and mobility (SOC/421), and the role of business in education (SOC/469). It has also adopted an opinion on the

Commission's proposal concerning the modernisation of Europe's higher education systems (SOC/429). In January 2012, the Committee organised a high-level conference in Brussels on "The economic crisis, education and the labour market" to present its views as expressed half a year earlier in an own-initiative opinion on the subject (SOC/410), and in February 2012, the Labour Market Observatory organised another high-level conference in Denmark on the topic "From school to work". In March 2012, the Committee presented its views on the proposed "Erasmus for All" (SOC/438).

3. Development of the internal market and free movement of labour

With regard to the social dimension of the internal market, the Committee organised a conference in Stockholm in September 2011, and a year later adopted an opinion on the proposed new Directive on the posting of workers. Despite the potential difficulties of the topic, the EESC opinion was adopted almost unanimously (SOC/460). There have subsequently been close contacts with the European Parliament and a number of the proposals set out in the opinion have also been discussed in the Council. In April 2012, the

Committee presented its views on the proposal for a Directive on the recognition of professional qualifications (SOC/451).

Despite diverging views on the 1996 Directive on the posting of workers, the EESC adopted almost unanimously an opinion on the proposed Enforcement Directive that aims to improve the application of the original Directive. The Committee's proposals were taken up by the European institutions as possible pathways towards forging a compromise.

4. Social security systems and the social impact of the crisis

The European social model in all its different forms is under great pressure. Massive job losses are damaging people's lives, because they lose their job, are unable to find another, are forced to accept lower wages or because social security benefits have been reduced or withdrawn as a result of cuts in public spending. At the same time, one of the headline targets of the Europe 2020 strategy is for Europe to have at least 20 million fewer people in or at risk of poverty and social exclusion by 2020. The Commission asked the Committee to look at the future of the European Social Fund (ESF) after 2013 (SOC/391), and in February 2012, the Committee adopted an opinion on the Commission proposal (SOC/433) in which it stresses that the ESF should be the preferred instrument for implementing the goals of the Europe 2020 strategy with regard to employment, education, social inclusion and combating poverty. In February 2012, the Committee presented its views on the proposed EU Programme for Social Change and Innovation (SOC/434). The idea of a specific European Social Mark was largely rejected in an opinion adopted in January 2013 (SOC/468).

In June 2011, the Committee adopted its opinion on the Europe 2020 flagship initiative European Platform against Poverty and Social Exclusion, in which it welcomed the new holistic approach (SOC/405). In October of the same year, the Committee co-organised a workshop on "Building dynamic national, regional and local engagement in the fight against poverty" at the first convention

linked to this flagship initiative, which took place in Cracow (Poland). In late 2011, the Committee adopted an opinion on cohesion and social policy coordination in the EU (SOC/407), followed in January 2012 by an opinion on social impacts of the new economic governance legislation (SOC/422), which highlighted the impact of the austerity measures and called for a social investment pact. This idea has been taken on board by the Commission. In October 2011 the Committee drew attention to the issue of homelessness in an own-initiative opinion and a major hearing (SOC/408).

The Committee's opinion on social impacts of the new economic governance legislation made the case for establishing a social investment pact in order to make long-term social investment and short-term fiscal consolidation mutually supportive in the context of the crisis. The idea was taken on board by the Commission, which in February 2013 published a comprehensive Social Investment Package.

In relation to pensions, the Committee has stated that public pension systems are a fundamental part of the European social model and that it believes that a coordinated EU-level approach to pensions can help ensure that national pension systems are in line with the social and employment pillars of the Europe 2020 strategy, specifically aiming to keep pensions above the poverty threshold (SOC/389 and SOC/457).

5. Giving every child the best start in life

In December 2011, the Committee adopted an opinion on the rights of the child (SOC/415), and it continues to be represented in the Commission's European Forum on the Rights of the Child. The Committee calls for particular attention to be paid to protecting and enforcing the rights of vulnerable groups of children, such as children living in poverty or in institutions, children threatened by or suffering from violence or exploitation, children living with disabilities, and children from ethnic minorities or migrant

backgrounds. In May 2011, the Committee adopted an opinion on

The Committee adopted an opinion on the protection of children against sexual abuse and contributed directly to the Council of Europe's campaign against child abuse by providing translation assistance so that the material could be made available in all the official EU languages. The Committee also launched a public database of best practice of civil society actors in this area.

family policy and demographic change (SOC/399), in which it pointed out that although family policies do not fall within the remit of the European Union, the EU may enact legislation on balancing work and family life, equality at work between women and men, and child protection and development. In its original priorities, the SOC section addressed the welfare of children in the context of combating adult alcoholism, drug abuse and violence, even if these phenomena obviously

have much wider implications. The Committee has adopted opinions on the European Drugs Policy (SOC/441) and on domestic violence against women (SOC/465), with the latter being presented at a conference organised by the Committee in Brussels on 21 September 2012, the International Day of Peace. In line with previous opinions, the Committee addressed in particular the issue of sexual abuse of children, adopting an opinion on the protection of children against sexual abuse (SOC/412) in October 2011 and contributing directly to the Council of Europe's campaign against child abuse by providing translation assistance. The Committee also launched a public database of best practice of civil society actors in this area. In January 2013, the Committee adopted an opinion on children and young people with high intellectual abilities, which called for a holistic approach towards these children in order to release their full potential (SOC/445).

6. Healthy and active living

Throughout this term of office, the Committee has done a lot of work in the area of active ageing. In October 2010 it adopted an opinion on the Commission proposal to designate 2012 the European Year of

Active Ageing. During 2012 – which ultimately became the European Year for Active Ageing and Solidarity between Generations – the Committee had a specific coordination group dedicated to following activities during the year and organising a series of hearings and conferences on topics such as "Growing old in good health" and "Humanising working conditions for senior workers", with wide consultation of experts and relevant civil society actors. Conclusions drawn by the coordination group on a wide range of issues linked to the year were presented partly in an opinion adopted in November 2011 on the involvement and participation of older people in society (SOC/448) and partly at a closing conference held in Brussels in December 2012.

The Committee made an active contribution to the European Year for Active Ageing and Solidarity between Generations, organising numerous hearings and conferences with wide consultation of experts and civil society actors. Conclusions from the Year were presented at a closing conference held in Brussels in December 2012.

In March 2012, an opinion was adopted on serious cross-border threats to health (SOC/443), and in October of the same year the Committee presented its views on the Health for Growth Programme, stressing the importance of prevention and the optimal use of existing human and financial resources, especially in times of budgetary cuts. In the area of sport, which was strengthened in the Lisbon Treaty by being given its own title, the Committee adopted an opinion on the Communication on how to develop the European dimension of sports (SOC/413). In this opinion, the EESC calls for participation in sport to be promoted through EU action, given the undeniable beneficial contribution of sport to promoting physical and mental health, improving the quality of people's lives and promoting social integration. In an opinion adopted in December 2012 the Committee made the case for a European Year of Mental Health, in order to draw attention to the importance of mental health for both the individual and society as a whole (SOC/472).

7. Proactive integration and immigration

One of the challenges facing the EU is to manage immigration from third countries in a way that benefits both the EU and immigrants and that is fully in accordance with human rights standards. A major conference devoted to this subject took place in March 2013. The Committee has traditionally been a strong proponent of a common EU policy and common legislation on asylum and immigration. During this term of office, a number of opinions were adopted on immigration issues, including on the European Agenda for the Integration of Third-Country Nationals (SOC/427), entry and residence of third-country nationals for the purposes of seasonal employment (SOC/392), intra-corporate transfers (SOC/393) and the contribution of migrant entrepreneurs to the economy (SOC/449), with the latter calling for better recognition of the potential of migrant entrepreneurship, in the context of both economic growth and the integration process in general. This opinion fed directly into the Eighth European Integration Forum, which was held in October 2012. An opinion on cooperation in integrating immigrants (SOC/411) was adopted with a view to a conference organised jointly with the government of the Region of Valencia in Spain in March 2011. An opinion on migration (SOC/418) adopted in June 2012

The European Integration Forum, which is a biennial civil society convention co-organised by the Committee and the Commission, affirmed its role as the platform for dialogue on integration of immigrants in Europe. The forum allows the Commission to feel the pulse of organisations dealing directly with immigration and integration in order to shape the most appropriate policies at European level.

gave a comprehensive overview of the Committee's work in this area over the years.

Cooperation with the Commission and Commissioner Cecilia Malmström was further strengthened under the European Integration Forum. The forum has now held eight meetings, five of which have taken place during this term of office, and is affirming its

role as the platform for dialogue on the integration of immigrants in Europe. It adopted its first political statement in the spring of 2012. The permanent study group on Integration and Immigration (IMI) has been active in preparing opinions on subjects related to the forum, such as family reunification (SOC/436), a topic on which the Commission also asked the Committee to organise a public hearing during the seventh forum in order to make Member States more open to change.

8. Enhancing rights and opportunities

The Committee has consistently underlined that fundamental rights and non-discrimination lie at the heart of the European Union; in its opinion on the strategy for the implementation of the Charter of Fundamental Rights, adopted in September 2011 (SOC/401), the Committee specifically called for the culture of fundamental rights to be strengthened at EU level.

Much encouraged by the Hungarian EU presidency, the Committee has adopted three opinions during this term of office on the Roma - SOC/337, SOC/397 and SOC/447 - the latter forming the conclusions of a study commissioned by the Committee itself on the National Roma Integration Strategies. The study shows that despite the combined efforts undertaken by European institutions and Member States, there is general dissatisfaction and widespread frustration with the current situation and distrust among spokespersons for the Roma community, civil society organisations and their representatives.

The Committee has continued to focus on the disabled, with opinions on the European Disability Strategy 2010-2020 (SOC/403), young people with disabilities (SOC/439) and various events, including an LMO conference on the labour market participation of people with intellectual impairment or relational problems, held in Brussels in November 2012. The opinion on the UN Convention on the Rights of Persons with Disabilities (SOC/464) makes specific demands of the Committee itself, including a pledge to mainstream disability issues in its activities.

In July 2012, the Committee adopted an opinion on female entrepreneurs (SOC/446), which has been disseminated to some 800 organisations across Europe. In January 2013, the Committee presented a thorough analysis of the gender dimension in the Europe 2020 strategy (SOC/471), followed by a conference in March, at which the Committee launched a debate on how to make gender mainstreaming work. In February 2013, the Committee also presented its views on the Commission proposal on gender balance on company boards (SOC/475). In September 2012, the Committee adopted an opinion on discrimination in the workplace based on sexual orientation, entering into an area that so far has been given little attention by the EU and stressing that a coordinated approach is much needed (SOC/444).

In relation to legal rights and combating crime, including international crime, the Committee has adopted opinions on a wide range of topics, ranging from trafficking in human beings (SOC/378 and SOC/467) and terrorism (SOC/388) to the right to information in criminal proceedings (SOC/394), the right of access to a lawyer (SOC/424), implementation of EU policies through

The Committee has firmly promoted victims' rights and access to justice in other EU countries. The rapporteur of the opinion on this topic had a personal meeting with Commission Vice-President Viviane Reding to get the main messages across. Contacts went on throughout the legislative process, and the Committee was encouraged to be involved in implementation of the Directive, especially in the framework of the European Year of Citizens.

criminal law (SOC/432), the Justice Programme (SOC/454) and proceeds of crime (SOC/459). An opinion on victims' rights in the EU, which was adopted in December 2011, received considerable attention and involved a personal meeting between the rapporteur and Commission Vice-President Viviane Reding (SOC/419).

9. Active citizenship and volunteering

The idea of designating a specific year for volunteering originally came from the Committee, which set up a specific coordination group for the year, organising or co organising a number of events during 2011. An opinion on cross-border voluntary activities in the EU was adopted in March 2012, and included a summary of EESC activities during the European Year of Volunteering 2011 (SOC/431).

In November 2012, the Committee adopted an opinion on the new provisions of the Lisbon Treaty for involving citizens and civil society in a dialogue on EU action (SOC/423), including its analysis of how to expand and bolster future structures for civil dialogue. Preparations for this opinion included a public hearing with representatives from European civil society and international institutions. In July 2012, the Committee presented its views on participatory processes in the implementation of the Europe 2020 strategy at the request of the Cyprus EU presidency (SOC/462). In this opinion, the Committee stressed its own role as a platform for national economic and social councils and civil society in the Member States. The Committee adopted several other opinions on issues related to citizenship (SOC/428, SOC/453 and SOC/458), using new mechanisms for transparency and citizen involvement, such as the possibility of giving direct input to the rapporteur via the Committee website and webstreaming of events. A coordination group for the European Year of Citizens 2013 was set up and a major Open Space event was

In early 2013, the Committee organised a major Open Space event to involve citizens, directly or through their organisations, in shaping the European Year of Citizens. The Committee is working closely together with the European Year of Citizens 2013 Alliance, which consists of European civil society organisations and networks, to give the year the widest possible impact, making full use of the new prospects opened up by Article 11 of the Treaty on the European Union for citizens' participation in the democratic life of the EU.

held in January 2013 in order to involve citizens, either directly or through their organisations, in shaping the year.

* * *

Information on events as well as opinions adopted in all the official EU languages are accessible on the SOC website: www.eesc.europa.eu/soc.

EXTERNAL GUEST SPEAKERS AT SECTION MEETINGS

- 2011 **Juan Menéndez-Valdés**, Director, Eurofound
Regina Jensdóttir, Head of the Children's Programme, Council of Europe
Maggie Hughes, Campaign to support victims of crime abroad and their families "Please enjoy, don't destroy"
Pascaline Descy, Head of Area "Research and Policy Analysis", CEDEFOP
Xavier Prats Monné, Deputy Director-General, DG EAC
- 2012 **Morten Kjærum**, Director of the European Agency for Fundamental Rights (FRA)
Juan Menéndez-Valdés, Director, Eurofound
Salvatore Iacolino, Vice-Chair of the EP LIBE Committee and rapporteur for the CRIM Special Committee on organised crime, corruption and money laundering
Myria Vassiliadou, Coordinator, EU Anti-Trafficking
Chiara Gariazzo, Director "Youth and Sport", DG EAC
Max Uebe, Head of Unit "Youth Employment, Entrepreneurship, Microfinance Facility", DG EMPL
- 2013 **Jolanta Reingarde**, Acting Head of Operations unit and senior researcher for the European Institute for Gender Equality (EIGE)
Juan Menéndez-Valdés, Director, Eurofound
Christa Sedlatschek, Director, European Agency for Safety and Health at Work (OSHA)

KEY STATISTICS FOR THE 2010-2013 TERM OF OFFICE

	2010	2011	2012	2013	Total
SOC section meetings	2	9	9	3	23
Extraordinary SOC bureau meetings	1	4	4	2	11
Study group meetings	9	52	75	9	127
European Integration Forum	1	2	2	-	5
Opinions	4	32	42	9	87
Referrals	3	22	28	4	57
Own-initiative opinions	1	6	12	4	23
Exploratory opinions	-	4	2	1	7
Information reports	-	-	-	-	-
Hearings organised by SOC (including LMO)	4	19	17	4	44
Conferences organised or co-organised by SOC (including LMO)	3	14	15	4	36
In Brussels	2	7	11	3	23
Outside Brussels	1	7	4	1	13
Participation in conferences/events organised by others	41	128	174	55	398

SOC OPINIONS ADOPTED DURING THE 2010-2013 TERM OF OFFICE

* own-initiative opinion

(*) additional opinion

** exploratory opinion

- SC/034* **INNOVATIVE WORKPLACES**
Rapporteur: Kurki, Co-rapporteur: Manoliu (18.3.2011)
- SOC/337(*) **INTERCULTURAL DIALOGUE AND THE ROMA**
Rapporteur: Sigmund (16.6.2011)
- SOC/371* **EMPLOYEE FINANCIAL PARTICIPATION IN EUROPE**
Rapporteur-General: von Schwerin, Co-rapporteur-General: Sharma (21.10.2010)
- SOC/378 **COMBATING TRAFFICKING IN HUMAN BEINGS**
Rapporteur-General: Sibian (21.10.2010)
- SOC/386 **GREEN PAPER – PENSIONS**
Rapporteur: Dandea, Co-rapporteur: Pater (20.1.2011)
- SOC/388 **EU COUNTER-TERRORISM POLICY**
Rapporteur: Pîrvulescu (5.5.2011)
- SOC/389 **EUROPEAN YEAR FOR ACTIVE AGEING (2012)**
Rapporteur: Heinisch, Co-rapporteur: Rodríguez García-Caro (21.10.2010)
- SOC/391** **THE FUTURE OF THE EUROPEAN SOCIAL FUND AFTER 2013**
Rapporteur: Verboven, Co-rapporteur: Cabra de Luna (15.3.2011)
- SOC/392 **CONDITIONS OF ENTRY AND RESIDENCE OF THIRD-COUNTRY NATIONALS FOR THE PURPOSES OF SEASONAL EMPLOYMENT**
Rapporteur: Schweng (4.5.2011)
- SOC/393 **CONDITIONS OF ENTRY AND RESIDENCE OF THIRD-COUNTRY NATIONALS IN THE FRAMEWORK OF AN INTRA-CORPORATE TRANSFER**
Rapporteur: Röpke (4.5.2011)
- SOC/394 **THE RIGHT TO INFORMATION IN CRIMINAL PROCEEDINGS**
Rapporteur-General: Pezzini (8.12.2012)
- SOC/395 **YOUTH ON THE MOVE**
Rapporteur: Trantina, Co-rapporteur: Mendoza Castro (15.3.2011)

- SOC/397** **ROMA – SOCIETAL EMPOWERMENT AND INTEGRATION**
Rapporteur: Topolánszky (16.6.2011)
- SOC/399** **FAMILY POLICY AND DEMOGRAPHIC CHANGE**
Rapporteur-General: Buffetaut, Co-rapporteur-General: Ouin (4.5.2011)
- SOC/400** **DEMOGRAPHIC TRENDS AND THE LABOUR MARKET**
Rapporteur: Greif (13.7.2011)
- SOC/401 **STRATEGY FOR THE CHARTER OF FUNDAMENTAL RIGHTS**
Rapporteur: Bischoff, Co-rapporteur: Pîrvulescu (21.9.2011)
- SOC/402 **PERSONAL DATA PROTECTION**
Rapporteur: Morgan (16.6.2011)
- SOC/403 **EUROPEAN DISABILITY STRATEGY 2010-2020**
Rapporteur: Vardakastanis (21.9.2011)
- SOC/404 **AN AGENDA FOR NEW SKILLS AND JOBS**
Rapporteur: Drbalová, Co-rapporteur: Zufiaur (13.7.2011)
- SOC/405 **EUROPEAN PLATFORM AGAINST POVERTY AND SOCIAL EXCLUSION**
Rapporteur: O'Neill (15.6.2011)
- SOC/406 **GUIDELINES FOR THE EMPLOYMENT POLICIES**
Cat. C (16.2.2011)
- SOC/407* **STRENGTHENING EU COHESION AND EU SOCIAL POLICY COORDINATION**
Rapporteur: Lechner (26.10.2011)
- SOC/408* **PROBLEM OF HOMELESSNESS**
Rapporteur: Lucan (27.10.2011)
- SOC/409* **MAKING POST-SECONDARY VOCATIONAL EDUCATION AND TRAINING MORE ATTRACTIVE**
Rapporteur: Drbalová (19.1.2012)
- SOC/410* **THE ECONOMIC CRISIS, EDUCATION, AND THE LABOUR MARKET**
Rapporteur: Soares (14.7.2011)
- SOC/411(*) **COOPERATION IN INTEGRATING IMMIGRANTS**
Rapporteur: Pariza Castaños (13.7.2011)
- SOC/412(*) **PROTECTION OF CHILDREN AGAINST SEXUAL ABUSE**
Rapporteur: Sharma (26.10.2011)
- SOC/413 **DEVELOPING THE EUROPEAN DIMENSION IN SPORT**
Rapporteur: Correia (26.10.2011)
- SOC/414 **PASSENGER NAME RECORD DATA / TERRORIST OFFENCES**
Rapporteur-General: Rodríguez García-Caro (5.5.2011)
- SOC/415 **RIGHTS OF THE CHILD**
Rapporteur: Joó (7.12.2011)

- SOC/416-
417 **MATRIMONIAL PROPERTY REGIMES - PROPERTY CONSEQUENCES OF REGISTERED PARTNERSHIPS**
Rapporteur: Pezzini (21.9.2011)
- SOC/418 **MIGRATION**
Rapporteur-General: Pariza Castaños (15.6.2011)
- SOC/419 **VICTIMS' RIGHTS IN THE EU**
Rapporteur: Walker Shaw (7.12.2011)
- SOC/420 **EXPOSURE OF WORKERS TO THE RISKS ARISING FROM PHYSICAL AGENTS (ELECTROMAGNETIC FIELDS)**
Rapporteur: Le Nouail Marlière (7.12.2011)
- SOC/421* **YOUTH EMPLOYMENT, TECHNICAL SKILLS AND MOBILITY**
Rapporteur: Andersen (18.1.2012)
- SOC/422* **SOCIAL IMPACT OF THE NEW ECONOMIC GOVERNANCE LEGISLATION**
Rapporteur: Bischoff (22.2.2012)
- SOC/423* **ARTICLES 11.1 AND 11.2 OF THE LISBON TREATY**
Rapporteur: Jahier (14.11.2012)
- SOC/424 **RIGHT OF ACCESS TO A LAWYER AND RIGHT TO COMMUNICATE UPON ARREST**
Rapporteur: de Lamaze (7.12.2011)
- SOC/425 **MINIMUM STANDARDS ON PROCEDURES IN MEMBER STATES FOR GRANTING AND WITHDRAWING INTERNATIONAL PROTECTION**
Cat. C (26.10.2011)
- SOC/426 **MINIMUM STANDARDS FOR THE RECEPTION OF ASYLUM SEEKERS (AMENDED PROPOSAL)**
Cat. C (26.10.2011)
- SOC/427 **INTEGRATION OF THIRD-COUNTRY NATIONALS**
Rapporteur: Pîrvulescu (28.3.2012)
- SOC/428 **EUROPEAN YEAR OF CITIZENS (2013)**
Rapporteur: Gobiņš (28.3.2012)
- SOC/429 **MODERNISATION OF HIGHER EDUCATION**
Rapporteur: van Iersel, Co-rapporteur: Stern (28.3.2012)
- SOC/431 **CROSS-BORDER VOLUNTARY ACTIVITIES IN THE EU**
Rapporteur: Trantina (28.3.2012)
- SOC/432 **IMPLEMENTATION OF EU POLICIES THROUGH CRIMINAL LAW**
Rapporteur: de Lamaze (25.4.2012)
- SOC/433 **EUROPEAN SOCIAL FUND**
Rapporteur: Verboven, Co-rapporteur: Cabra de Luna (22.2.2012)

- SOC/434 **PROGRAMME FOR SOCIAL CHANGE AND INNOVATION**
Rapporteur-General: Batut (23.2.2012)
- SOC/435 **EMPLOYMENT GUIDELINES**
Rapporteur: Greif (22.2.2012)
- SOC/436 **FAMILY REUNIFICATION – GREEN PAPER**
Rapporteur: Pirvulescu (23.5.2012)
- SOC/437 **HEALTH FOR GROWTH PROGRAMME**
Rapporteur-General: Ouin (23.2.2012)
- SOC/438 **ERASMUS FOR ALL**
Rapporteur: Vareikytė (29.3.2012)
- SOC/439 **YOUNG PEOPLE WITH DISABILITIES**
Rapporteur: Vardakastanis (28.3.2012)
- SOC/440 **CORPORATE SOCIAL RESPONSIBILITY**
Rapporteur: Sharma, Co-rapporteur: Etherington (24.5.2012)
- SOC/441 **EUROPEAN DRUGS POLICY**
Rapporteur: Topolánszky (24.5.2012)
- SOC/442 **SOLIDARITY IN THE FIELD OF ASYLUM**
Rapporteur: Pirvulescu (11.7.2012)
- SOC/443 **SERIOUS CROSS-BORDER THREATS TO HEALTH**
Rapporteur: Ouin (28.3.2012)
- SOC/444* **VULNERABLE GROUPS' RIGHTS AT THE WORKPLACE –
IN PARTICULAR ISSUES OF DISCRIMINATION BASED ON
SEXUAL ORIENTATION**
Rapporteur: Janson (18.9.2012)
- SOC/445* **UNLEASHING THE POTENTIAL OF CHILDREN AND
YOUNG PEOPLE WITH HIGH INTELLECTUAL ABILITIES**
Rapporteur: Rodríguez García-Caro
- SOC/446* **FEMALE ENTREPRENEURS**
Rapporteur: Sharma (11.7.2012)
- SOC/447* **ROMA CITIZENS**
Rapporteur: Topolánszky (14.11.2012)
- SOC/448* **THE INVOLVEMENT AND PARTICIPATION OF OLDER
PEOPLE IN SOCIETY**
Rapporteur: O'Neill (14.11.2012)
- SOC/449* **THE CONTRIBUTION OF MIGRANT ENTREPRENEURS TO
THE ECONOMY**
Rapporteur: King (18.9.2012)
- SOC/450 **YOUTH OPPORTUNITIES INITIATIVE**
Rapporteur: Jasiński (12.7.2012)
- SOC/451 **RECOGNITION OF PROFESSIONAL QUALIFICATIONS
AND ADMINISTRATIVE COOPERATION**
Rapporteur-General: Metzler (26.4.2012)

- SOC/452 **ELECTROMAGNETIC FIELDS – EXTENSION OF DEADLINE**
Cat. C (22.2.2012)
- SOC/453 **RIGHTS AND CITIZENSHIP PROGRAMME**
Rapporteur-General: Boland (26.4.2012)
- SOC/454 **JUSTICE PROGRAMME**
Rapporteur: de Lamaze (11.7.2012)
- SOC/455 **GENERAL DATA PROTECTION REGULATION**
Rapporteur-General: Pegado Liz (23.5.2012)
- SOC/456 **ASYLUM AND MIGRATION FUND – INTERNAL SECURITY FUND**
Rapporteur: Pariza Castaños (11.7.2012)
- SOC/457 **WHITE PAPER ON PENSIONS**
Rapporteur: Dandea, Co-rapporteur: Pater (12.7.2012)
- SOC/458 **EUROPE FOR CITIZENS PROGRAMME**
Rapporteur: Gobiņš (11.7.2012)
- SOC/459 **PROCEEDS OF CRIME**
Rapporteur: de Lamaze (11.7.2012)
- SOC/460 **POSTING OF WORKERS**
Rapporteur: Janson (19.9.2012)
- SOC/462** **PARTICIPATORY PROCESSES IN THE IMPLEMENTATION OF EUROPE 2020**
Rapporteur: Loughheed (12.7.2012)
- SOC/463 **TOWARDS A JOB-RICH RECOVERY**
Rapporteur: Bischoff (15.11.2012)
- SOC/464* **UN CONVENTION ON THE RIGHTS OF PERSONS WITH DISABILITIES**
Rapporteur: Vardakastanis (12.12.2012)
- SOC/465* **DOMESTIC VIOLENCE AGAINST WOMEN**
Rapporteur: Soares (18.9.2012)
- SOC/467 **ERADICATION OF TRAFFICKING IN HUMAN BEINGS**
Rapporteur: Ouin (13.12.2012)
- SOC/468** **EUROPEAN SOCIAL MARK**
Rapporteur: Rodert (16.1.2013)
- SOC/469* **THE ROLE OF BUSINESS IN EDUCATION IN THE EU**
Rapporteur: Drbalová (20.3.2013)
- SOC/470* **EMPLOYEE INVOLVEMENT**
Rapporteur: Greif (20.3.2013)
- SOC/471* **THE GENDER DIMENSION IN THE EUROPE 2020 STRATEGY**
Rapporteur: Agudo i Bataller, Co-rapporteur: Attard (17.1.2013)
- SOC/472* **EUROPEAN YEAR OF MENTAL HEALTH**
Rapporteur: Schlüter (13.12.2012)

- SOC/473 **FUND FOR EUROPEAN AID TO THE MOST DEPRIVED**
Rapporteur: Balon (14.2.2013)
- SOC/474 **YOUTH EMPLOYMENT PACKAGE**
Rapporteur-General: Trantina; Co-rapporteur-General: de
Buck (21.3.2013)
- SOC/475 **GENDER BALANCE ON COMPANY BOARDS**
Rapporteur: Sharma (13.2.2013)
- SOC/477 **EMPLOYMENT GUIDELINES**
Rapporteur-General: Greif (13.2.2013)